

Rapport annuel 2018

Centre d'Information GAY et LESBIEN - CIGALE
Gestionnaire : Rosa Lëtzebuerg asbl

Registre de Commerce (RCS) Luxembourg F 287

3, rue des Capucins L-1313 Luxembourg
5^{ème} étage

Tél. : 26 19 00 18

www.cigale.lu

www.rosaletzebuerg.lu

info@cigale.lu

Agréments ministériels: CO-AA/02/2014, CO-SF/08/2014, CO-SE/07/2014, accordés à l'organisme gestionnaire Rosa Lëtzebuerg a.s.b.l., pour l'exercice des activités accueil et animation, conseil socio-familial et formation socio-éducative.

TABLE DES MATIÈRES	2
1. GÉNÉRALITÉS	3
1.1 Le type d'activité exercé par le Centre d'Information GAY et LESBIEN – CIGALE	3
2. L'EXERCICE 2018 EN BREF - LES CHIFFRES – CLÉS	4
3. L'OFFRE DE RESSOURCEMENT À LA PERSONNE LGBTIQ, SON ENTOURAGE SOCIAL/ ALLIÉ-E-S & COMMUNITY DEVELOPMENT	5
3.1 ECOUTE ET CONSEIL	5
3.1.1 Les usagers	
Représentation des genres	5
Représentation des genres, tranches d'âge et orientation sexuelle par nombre absolu	5
Représentation par tranches d'âge, genre et orientation sexuelle	6
Représentation par tranches d'âge des usagers dont l'orientation sexuelle est inconnue	7
Les catégories	8
3.2 LES SEANCES DE DÉPISTAGE	9
3.3 LES RENCONTRES HEBDOMADAIRES « WELCOME QUEER REFUGEES »	9
3.4 LES RENCONTRES DU GROUPE JEUNES « ANEREWEE »	9
3.5 LES RENCONTRES « PINK LADIES UUCHT »	10
3.6 LES COMING OUT STORIES	10
4. LES INTERVENTIONS SOCIO-ÉDUCATIVES ET PÉDAGOGIQUES DU CIGALE EN TANT QUE SPÉCIALISTE DES QUESTIONS LGBTIQ	10
4.1 LES FORMATIONS DONNEES	10
4.2. PARTICIPATION A DES CONFERENCES ET FORMATIONS	11
4.3 LES INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE, JEUNESSE ET MAISONS DE JEUNES	11
4.3.1 Les interventions classiques dans les lycées	11
4.3.2 Les interventions extrascolaires, formation et sensibilisation non-formelle pour l'enseignement secondaire et secondaire technique et en maisons de jeunes	12
4.3.3 Le fondamental et les maisons relais	13
4.3.4 Autres interventions dans le milieu jeunesse	13
5. AUTRES PROJETS ET ACTIVITES 2018	13
6. PUBLICATIONS	15
6.1 OVERVIEW ON THE SITUATION OF LESBIAN, BISEXUAL AND QUEER WOMEN AND RECOMMENDATIONS TO END VIOLENCE, DISCRIMINATION AND INVISIBILITY	17
6.2 SITUATION DES PERSONNES HOMOSEXUELLES, BISEXUELLES, TRANS' ET QUEER QUI DEMANDENT L'ASILE AU LUXEMBOURG	22

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 Le type d'activité exercé par le Centre d'Information GAY et Lesbien - CIGALE

Le centre d'Information GAY et Lesbien - CIGALE est un service conventionné par le *Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région* pour l'exercice des activités *accueil et animation, conseil socio-familial et formation socio-éducative*.

1. **Agrément Accueil et animation**, agrément définitif enregistré sous le numéro CO-AA/02/2014 accordé à l'organisme gestionnaire Rosa Lëtzebuerg asbl, pour l'exercice de ses activités.
2. **Agrément Conseil socio-familial**, agrément définitif enregistré sous le numéro CO-SF/08/2014, accordé à l'organisme gestionnaire Rosa Lëtzebuerg asbl, pour l'exercice de ses activités.
3. **Agrément Formation socio-éducative**, agrément définitif enregistré sous le numéro CO-SE/07/2014, accordé à l'organisme gestionnaire Rosa Lëtzebuerg asbl, pour l'exercice de ses activités.

Les agréments CO-AA/02/2014, CO-SF/08/2014 et CO-SE/07/2014 sont accordées à l'organisme gestionnaire *Rosa Lëtzebuerg* asbl pour une durée illimitée, sont effectifs depuis le 19 décembre 2014 et remplacent l'ancien agrément ministériel définitif CO-FC/017/2008 du 20 juillet 2008.

Le *Concept d'Action Général 2017-2019* du Centre d'Information GAY et Lesbien – CIGALE poursuit 3 objectifs :

1. Visibilité, représentation, reconnaissance et intégration des LGBTIQ dans la société et lutte contre l'homo-, la bi-, la trans- et la lesbophobie.
2. Accès sans discrimination des personnes LGBTIQ à toutes les ressources offertes par la société.
3. Mainstreaming et transversalité des questions LGBTIQ dans toutes les sphères sociales.

Les stratégies et activités développées afin d'atteindre ces objectifs reposent sur 4 piliers d'intervention :

1. La production de données quantitatives et qualitatives sur les thématiques LGBTIQ & Etat des lieux interne et externe.
2. Offrir un service de ressourcement à la personne LGBTIQ, son entourage social/ allié-e-s & Community development.
3. Promotion du CIGALE en tant que centre d'information, de documentation et de ressources.
4. Fortification du rôle socio-éducatif et pédagogique du CIGALE comme spécialiste des questions LGBTIQ.

L'exercice des activités du Centre d'Information GAY et Lesbien – CIGALE a lieu sur demande individuelle des structures et usagers. Nos offres ne font partie d'aucun contexte obligatoire de participation (p.ex. dans le cadre d'un programme scolaire ou autre contexte plus généralisé).

Ainsi, l'offre de ressourcement à la population LGBTIQ dans le cadre du *Conseil socio-familial* ainsi que les activités de sensibilisation dans le cadre de la *Formation socio-éducative* peuvent présenter de fortes fluctuations d'une année à l'autre.

2. L'EXERCICE 2018 EN BREF - LES CHIFFRES - CLÉS

Dans le cadre de ses activités principales et selon les prestations quantifiables définies par la convention 2018, les chiffres-clés du CIGALE se composent comme suit :

En 2018, le CIGALE a été sollicité par 204 personnes. Ce nombre est constitué par 99 femmes, 84 hommes, 16 personnes transgenres et 5 personnes s'identifiant elles-mêmes comme genderqueer, toutes âgé-e-s entre 14 et 57 ans. Le total des heures d'encadrement en relation directe avec les bénéficiaires primaires représente 452 heures.

Les chiffres-clés en résumé :

Généralités	nombre d'usager-e-s/ de participant-e-s	
total des usagers ayant sollicité les services du CIGALE	204	
HOMMES	84	
FEMMES	99	
Personnes TRANSGENRES F2M (Female to Male)	6	
Personens TRANSGENRES M2F (Male to Female)	10	
personnes s'identifiant comme GENDERQUEER	5	
tranches d'âge		
<15	3	
16-25	34	
26-35	7	
36-45	2	
46-55	3	
>55	1	
âge inconnu	154	
Les offres de ressourcement à la personne LGBTIQ, son entourage social/ allié-e-s & Community development	volume en hrs	nombre d'usager-e-s/ de participant-e-s
écoute et conseil	452	204
séances de dépistage VIH-IST par le DIMPS	86	92
rencontres QUEER REFUGEEES WELCOME	94	*14
rencontres groupe jeunes ANEREWEE	>40	41
rencontres mensuelles PINK LADIES UUCHT	9	90
La fortification du rôle socio-éducatif et pédagogique du CIGALE comme spécialiste des questions LGBTIQ	volume en hrs	nombre d'usager-e-s/ de participant-e-s
formations données	57	113
interventions en milieu scolaire, jeunesse et enfance	>44	587
interventions classiques au sein des lycées	>18	239
interventions extrascolaires/ formation et sensibilisation non-formelle pour niveau ES + EST	>17	276
interventions en maisons de jeunes	7	30
niveau précoce, fondamental et maisons relais	2	42

3. L'OFFRE DE RESSOURCEMENT À LA PERSONNE LGBTIQ, SON ENTOURAGE SOCIAL/ ALLIÉ-E-S & COMMUNITY DEVELOPMENT

3.1 ECOUTE ET CONSEIL

En 2018, le CIGALE a été sollicité par 204 personnes. Ce nombre est constitué par 99 femmes, 84 hommes, 16 personnes transgenres et 5 personnes s'identifiant elles-mêmes comme genderqueer, toutes âgé-e-s entre 14 et 57 ans. Le total des heures d'encadrement en relation directe avec les bénéficiaires primaires représente 452 heures.

3.1.1 Les usagers

Représentation des genres

En 2018, le CIGALE a été sollicité par 204 personnes. Ce nombre est constitué par :

nombre absolu	genre	pourcentage
99	femmes	48.52%
84	hommes	41.17%
16	personnes transgenres	7.84%
5	personnes genderqueer	2.45%
204	total	100%

Représentation des genres, tranches d'âge et orientation sexuelle par nombre absolu

nombre absolu	genre	tranche d'âge	orientation sexuelle	pourcentage
62	femmes	inconnue	inconnue	30.3%
35	hommes	inconnue	inconnue	17.1%
22	hommes	inconnue	gays	10.7%
11	femmes	inconnue	hétérosexuelles	5.3%
10	femmes	16-25	inconnue	4.9%
10	hommes	16-25	gays	4.9%
7	femmes	inconnue	lesbiennes	3.4%
6	personnes transgenres	inconnue	inconnue	2.9%
5	hommes	inconnue	hétérosexuels	2.4%
5	personnes transgenres	16-25	inconnue	2.4%
4	hommes	26-35	gays	1.9%
3	femmes	16-25	lesbiennes	1.4%
3	hommes	46-55	inconnue	1.4%
2	hommes	16-25	inconnue	0.9%
2	personnes transgenres	26-35	inconnue	0.9%
1	femme	<15	lesbienne	0.4%
1	femme	16-25	pansexuelle	0.4%
1	femme	16-25	hétérosexuelle	0.4%
1	femme	26-35	lesbienne	0.4%
1	femme	36-45	hétérosexuelle	0.4%
1	femme	inconnue	asexuelle	0.4%
1	homme	16-25	gay	0.4%
1	homme	36-45	gay	0.4%

1	homme	>55	gay	0.4%
1	personne transgenre	<15	inconnue	0.4%
1	personne transgenre	inconnue	inconnue	0.4%
1	personne transgenre	inconnue	hétérosexuelle	0.4%
1	pers. genderqueer	<15	inconnue	0.4%
1	pers. genderqueer	16-25	inconnue	0.4%
1	pers. genderqueer	16-25	pansexuelle	0.4%
1	pers. genderqueer	inconnue	inconnue	0.4%
1	pers. genderqueer	inconnue	asexuelle	0.4%
204	total			100%

Représentation par tranches d'âge, genre et orientation sexuelle

nombre absolu	tranche d'âge	genre	orientation sexuelle	pourcentage
1	<15	pers. genderqueer	inconnue	0.4%
1	<15	pers. transgenre	inconnue	0.4%
1	<15	femme	lesbienne	0.4%
3	sous-total			1.4%
10	16-25	femmes	inconnue	4.9%
10	16-25	hommes	gay	4.9%
3	16-25	pers. transgenres	inconnue	1.4%
3	16-25	femmes	lesbienne	1.4%
2	16-25	pers. transgenres	inconnue	0.9%
2	16-25	hommes	inconnue	0.9%
1	16-25	pers. genderqueer	inconnue	0.4%
1	16-25	homme	lesbienne	0.4%
1	16-25	pers. genderqueer	pansexuelle	0.4%
1	16-25	femme	pansexuelle	0.4%
1	16-25	femme	hétérosexuelle	0.4%
35	sous-total			17.1%
4	26-35	hommes	gays	1.9%
2	26-35	pers. transgenres	inconnue	0.9%
1	26-35	femme	lesbienne	0.4%
7	sous-total			3.4%
1	36-45	femme	hétérosexuelle	0.4%
1	36-45	homme	gay	0.4%
2	sous-total			0.9%
3	46-55	hommes	gays	1.4%
3	sous-total			1.4%
1	>55	homme	gay	0.4%
1	sous-total			0.4%
62	inconnue	femmes	inconnue	30.3%
35	inconnue	hommes	inconnue	17.1%
22	inconnue	hommes	gays	10.7%
11	inconnue	femmes	hétérosexuelles	5.3%
7	inconnue	femmes	lesbiennes	3.4%
6	inconnue	pers. transgenres	inconnue	2.9%
5	inconnue	hommes	hétérosexuels	2.4%
1	inconnue	pers. transgenre	inconnue	0.4%
1	inconnue	pers. genderqueer	inconnue	0.4%
1	inconnue	pers. transgenre	hétérosexuelle	0.4%

1	inconnue	pers. genderqueer	asexuelle	
1	inconnue	femme	asexuelle	0.4%
153	sous-total			75%
204	total			100%

Représentation par tranches d'âge des usagers dont l'orientation sexuelle est inconnue

nombre absolu	tranche d'âge	genre	orientation sexuelle	pourcentage
1	<15	pers. genderqueer	inconnue	0.7%
1	<15	pers. transgenre	inconnue	0.7%
2	sous-total			1.5%
10	16-25	femmes	inconnue	7.8%
5	16-25	pers. transgenres	inconnue	3.9%
2	16-25	hommes	inconnue	1.5%
1	16-25	pers. genderqueer	inconnue	0.7%
18	sous-total			14.1%
2	26-35	pers. transgenres	inconnue	1.5%
2	sous-total			1.5%
62	inconnue	femmes	inconnue	48.8%
35	inconnue	hommes	inconnue	27.5%
7	inconnue	pers. transgenres	inconnue	5.5%
1	inconnue	pers. genderqueer	inconnue	0.7%
105	sous-total			82.6%
127	total			100%

Tout comme pour les exercices précédents, nos statistiques ne peuvent toujours refléter que l'échantillon des clients dont nous disposons des informations nécessaires.

Comme le tableau sur la *Représentation par tranches d'âge, genre et orientation sexuelle* le met bien en évidence, en 2018 et sur un total de 204 usagers, nous ne connaissons que l'âge de 51 personnes. Ce qui représente environ 25 % du nombre total (-1.9 % face à 2017). Cette situation est donc restée plus ou moins stable. Dépendant du type d'information manquant, les explications pour ce phénomène restent les mêmes et sont toujours d'actualité :

1. Certains bénéficiaires préfèrent rester dans l'anonymat et ne pas révéler certaines coordonnées.
2. Pas tous les types de demandes nécessitent de devoir révéler la totalité de ses données personnelles.
3. L'absence d'une identification précise p.ex. en termes d'orientation sexuelle, peut reposer sur la nature en-soi de la sollicitation, c'est à dire p.ex. la recherche identitaire.

En réalité, la complexité du sujet et les croisements de différents types de données, tout en considérant l'absence de certaines données et nos moyens informatiques limités, ne permettent aucune analyse approfondie du sujet.

Il nous semble cependant toujours encore intéressant de visualiser dans la mesure du possible, les relations entre différentes composantes telles que p.ex. le genre, les différentes tranches d'âge et les orientations sexuelles. Dans ce sens, ces ventilations ne représentent toujours que de simples indicateurs.

Les catégories

Les catégories d'intervention regroupent les grands les **sujets-clés** auxquels nous sont confrontés dans le cadre des sollicitations au fil d'une année. Les catégories répondent donc à la question, quels sont précisément les soucis et les thèmes qui nous sont adressés ? Dans ce sens, les sujets-clés peuvent également être compris comme indicateurs des points de mire et d'intérêts qui préoccupent actuellement la communauté LGBTIQ+.

catégorie	position et demandes 2018	position et demandes 2017	tendance
1 L'asile et les questions de migration et la situation et besoins des DPI & BPI LGBTIQ au Luxembourg pouvant inclure des soucis personnels, de logement, de coming out, un soutien administratif ou encore de discriminations vécues	1/37	4/38	-
2 Le contact professionnel/ soutien, conseil et guidance aux professionnel-le-s en matière LGBTIQ+ (p.ex. dans le cadre de l'accompagnement d'un bénéficiaire LGBTIQ+)	2/28	1/91	↘
3 Les sujets transgenres/ p.ex. accompagnement dans la recherche identitaire, aide au coming out ou l'apport d'information relatif aux procédures de transition et le soutien administratif dans les questions qui en découlent	3/27	5/26	↗
4 Les projets d'étudiants et scolaires/ p.ex. aide et guidance dans le cadre des travaux personnels encadrés (TRAPE) ou la rédaction de travaux de fin d'études ou encore de projets spécifiques réalisés par des élèves et étudiants tournant autour de sujets LGBTIQ+	3/27	12/4	↗
5 Les projets et activités CIGALE/ demande de renseignement et de conseil aux usagers face aux offres du centre (p.ex. fournir des infos sur des activités de groupes existantes comme p.ex. les Pink Ladies, les dépistages hebdomadaires et autres activités ponctuelles planifiées) ainsi qu'aux professionnel-le-s dans le cadre d'une collaboration ou mise en place de projets autour de sujets LGBTIQ (p.ex. demande d'interventions ou en cas de besoins de formations etc.)	4/23	2/85	↘
6 Les activités du groupe jeunes et les demandes de renseignement et de conseil aux nouveaux usagers face à une éventuelle participation aux activités spécifiques destinées aux jeunes	5/13	-	-
7 Vie et culture LGBTIQ/ demandes de renseignements sur les activités grand public et générales, d'intérêt pour les communautés LGBTIQ, p.ex. sur la vie nocturne et festive, l'événement pride (le GAYMAT) ou encore des rencontres régulières organisées par des collectifs spécifiques comme les PINK GENTS etc. afin de pouvoir nouer avec la communauté locale	6/10	9/8	↗
8 Les questions de parentalité/ les options pour couples de même sexe en cas de désir de devenir parent : l'adoption, la PMA et la GPA	6/6	La PMA 12/4 La GPA 14/2 L'adoption 14/2	↘
9 La recherche identitaire/ l'accompagnement des bénéficiaires dans le questionnement et le travail de réflexion en matière d'identité de genre et d'orientation sexuelle	6/6	14/2	↗
10 Les droits et libertés LGBTIQ/ les demandes d'info et de conseil relatif au cadre législatif existant autour de questions d'intérêt pour les communautés LGBTIQ	6/6	3/39	↘
11 Les problèmes de discrimination	7/5	15/1	↗
12 L'ouverture du mariage civil	8/4	12/4	-
13 Presse, médias et les réseaux sociaux	8/4	10/7	↘
14 VIH et IST/ les infections sexuellement transmissibles	8/4	7/12	↘
15 Aide au coming out	9/3	6/14	↘
16 Les relations familiales et avec les parents	10/1	15/1	-
17 Les problèmes émotionnels	10/1	15/1	-
18 Les questions de logement	10/1	15/1	-

3.2 LES SEANCES DE DÉPISTAGE

En collaboration avec le **DIMPS** (Dispositif Mobile pour la Promotion de la Santé Sexuelle) du service *HIV-Berodung* de la *Croix-Rouge Luxembourgeoise*, le *CIGALE* offre des permanences de dépistage en plein centre-ville, précisément tous les jeudis de midi à 14 heures.

En 2018, sur **43 permanences** (86 heures) du *DIMPS* au *CIGALE*, **90 personnes** (dont 70 hommes et 22 femmes) ont profité de l'occasion afin de se faire dépister (face 94 personnes en 2017). Considérant la stabilité des visites, cette offre semble donc bien acceptée.

3.3 LES RENCONTRES HEBDOMADAIRES « WELCOME QUEER REFUGEES »

En 2018, les rencontres hebdomadaires *WELCOME REFUGEES* (rencontres pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale étaient planifiées **44 fois** sur un total de 88 heures.

Contrairement à 2017 avec une participation de 38 usagers sur l'année, seulement **14 demandeurs et bénéficiaires de protection internationale** ont fréquenté le centre en 2018 sur les plages horaires destinées aux rencontres *WELCOME QUEER REFUGEES*.

Ces chiffres ne regroupent que les participations des usagers DPI/BPI aux activités *QUEER REFUGEES WELCOME* et ne correspondent pas au total des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale ayant individuellement fréquenté le *CIGALE* en 2018. **Le total des usager-e-s DPI/BPI en 2018 s'élève à 23**, dont 15 nouveaux.

Comme expliqué dans le rapport 2017, fait est que la majorité des réfugié-e-s qui nous sollicitent, préfèrent effectivement ne pas se mélanger avec d'autres usagers DPI par crainte de risquer un outing par d'autres résidents LGBT de leurs foyers respectifs.

Ainsi, aussi en 2018, les réfugié-e-s DPI/ BPI LGBT qui nous consultent, maintiennent cette tendance à fréquenter le *CIGALE* hors des plages horaires des rendez-vous hebdomadaires pour réfugié-e-s.

Nous devons surveiller la fréquentation des plages horaires officielles pour les rencontres *WELCOME* en 2019 afin de vérifier s'il fait du sens de maintenir ces rendez-vous.

3.4 LES RENCONTRES DU GROUPE JEUNES « ANEREWEE »

7 rencontres destinées aux jeunes étaient planifiées en 2018, sur un total de **40.5 heures**. A l'exception de 2 activités, les rencontres ont désormais lieu les samedis. Ces dernières ont été fréquenté au total par **41 jeunes** avec entre 3 et 10 visiteurs par rencontre, âgé-e-s entre 14 et 17 ans.

En général, on peut dire que le potentiel des jeunes fréquentant le *CIGALE* est bien plus élevé mais certain-e-s bénéficiaires âgé-e-s de 17 ans et plus, ne voient actuellement pas vraiment d'intérêt de rejoindre le groupe existant vu qu'à l'adolescence, les besoins et points de mire d'un-e jeune à l'autre peuvent fort diverger à partir de la moindre différence d'âge.

Le groupe existant fonctionne cependant bien, permettant ainsi aux jeunes de se (re)construire et se fortifier dans leurs identités respectives face à leur identité de genre et/ ou orientation sexuelle. Cela est d'autant plus important pour les participant-e-s qui ne jouissent pas toujours du soutien désiré dans leur entourage familial et scolaire ou qui n'ont pas encore fait leur coming out.

3.5 LES RENCONTRES « PINK LADIES UUCHT »

En 2018, **9 rendez-vous** pour femmes lesbiennes, bisexuelles et queer ont été fréquentés par **90 femmes** avec **1 heure de permanence pour l'accueil par rencontre** assurée par une collaboratrice du CIGALE.

3.6 LES COMING OUT STORIES

En 2018 et dans le cadre de la *journée internationale des droits des femmes*, les *COMING OUT STORIES* ont vu un suivi sous forme d'une petite lecture scénique d'une trentaine de minutes avec focus sur les parcours de coming-out de femmes lesbiennes, bisexuelles, trans' et queer.

Projet soutenu par l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte.

4. LES INTERVENTIONS SOCIO-ÉDUCATIVES ET PÉDAGOGIQUES DU CIGALE EN TANT QUE SPÉCIALISTE DES QUESTIONS LGBTIQ

4.1 LES FORMATIONS DONNEES

En 2018, **7 types de formations** ont pu être données, permettant sur une **durée totale de 57 heures** de sensibiliser **113 participant-e-s** face à la diversité sexuelle et de genre.

	date	formation	type de population	durée	nombre de participant-e-s
2	19/02/2018 et 09/03/2018	<i>Cours de sensibilisation à la diversité sexuelle et de genre dans un contexte de travail social et éducatif</i>	Participant-e-s à la formation Assistance aux personnes du service NAXI de Femmes en détresse Formation en langue française	6hrs	14
1	21/02/2018	<i>Pourquoi (encore) parler d'homosexualité au Lycée)</i>	Formation IFEN : Enseignant-e-s et personnel éducatif du secondaire et secondaire technique	3hrs	3
3	21/03/2018 28/03/2018 25/04/2018	<i>La diversité sexuelle et de genre au quotidien dans le travail avec des adolescents.</i> Cette formation a pour but de sensibiliser les professionnels du secteur jeunesse aux questions de la diversité sexuelle et de genre, afin de faciliter leur travail quotidien dans la prise en charge des sujets LGBTI (gays, bisexuelles, trans* et intersexes).	Formation SNJ pour professionnel-le-s du secteur jeunesse	18hrs	11
2	18/05/2018 et 08/06/2018	<i>Sensibilisierungskurs zum Thema sexuelle und Geschlechtervielfalt im Rahmen der allgemeinen Erziehungs- und Sozialarbeit</i>	Participant-e-s à la formation Assistance aux personnes du service NAXI de Femmes en détresse Formation en langue luxembourgeoise	6hrs	14

1	19/05/2018	<i>Atelier sur la situation des personnes LGBTIQ</i> Formation organisée par <i>Amnesty International Luxembourg</i> et le <i>CIGALE</i> dans le cadre de la <i>Journée Internationale contre l'Homophobie et la Transphobie - IDAHOT</i>	Population mixte : Professionnel-le-s, bénévoles et toute personne intéressée par le sujet Formation en langue française	4hrs	21
1	22/03/2017	<i>LET-Z-BI-GAY La diversité sexuelle et de genre dans mon travail quotidien.</i>	Public : Salarié-e-s de la <i>Ville de Luxembourg.</i> Formation organisée par la <i>Ville de Luxembourg</i> et initialement planifiée dans le cadre de ses offres autour de la <i>Journée de la Diversité 2018</i> Formation en FR et LU	7hrs	34
2	16/11/2018 et 17/11/2018	<i>Why still talk about sexual orientation and gender identity nowadays and how can I handle these topics as an online consultant?</i>	Formation pour les bénévoles anglophones du <i>Kanner a Jugendtelefon - KJT</i> Formation en langue anglaise	10hrs	10
1	30/11/2018	<i>Rencontre de sensibilisation sur les questions de diversité sexuelle et de genre</i>	Bénéficiaires (F) du projet <i>CIAO</i> (Contexte d'Inclusion et d'Accueil Organisé) du service <i>KOPPLABUNZ</i> de <i>Femmes en détresse</i> . Formation en FR/ EN	3hrs	6
13	interventions			57hrs	113 participant-e-s

4.2 PARTICIPATION A DES CONFERENCES ET FORMATIONS

01-02/02/2018	Participation des deux employé-e-s à la Conférence HEALTH4LGBTI - Reducing Health Inequalities Experienced by Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex (LGBTI) People à Bruxelles. <i>The aims of the Health4LGBTI pilot project were to raise awareness of the specific health inequalities and barriers experienced by LGBTI people and to increase understanding of how best to reduce them; focusing on overlapping inequalities stemming from discrimination and unfair treatment on other grounds. The project also aimed to provide European health professionals with relevant tools to allow them to develop the right skills and knowledge to overcome these barriers.</i>
24-27/10/2018	Participation de Mme PIANARO à la conférence annuelle d'ILGA-EUROPE sous le thème <i>Politics for Change - From Words into Action</i> à Bruxelles - avec près de 550 participant-e-s pour 4 jours remplis d'ateliers et conférences autour de sujets d'intérêt et d'actualité en matière LGBTIQ+

4.3 LES INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE, JEUNESSE ET MAISONS DE JEUNES

En 2018, sur un total de près de **45 heures**, **587 jeunes ont pu être sensibilisés à travers 20 interventions** en milieu scolaire, des maisons de jeunes et dans le secteur jeunesse en général.

4.3.1 Les interventions classiques dans les lycées

Sur un total de **>18hrs**, **11 interventions** classiques au sein des lycées ont eu lieu en 2018 ayant touché **239 élèves**.

	date	établissement	niveau	type d'activité	élèves	durée
1	27/02/2018	Lycée Belval	9 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	20	100'

2	28/05/2018	Lycée Michel Lucius	6 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	14	100'
3	29/05/2018	Lycée Michel Lucius du Centre	8 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	24	100'
4	30/05/2018	Lycée Michel Lucius	8 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	24	100'
5	31/05/2018	Lycée Michel Lucius	6 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	24	100'
6	01/06/2018	Lycée Michel Lucius	8 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	24	100'
7	04/06/2018	Lycée Michel Lucius	8 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	23	100'
8	11/06/2018	Lycée Michel Lucius	8 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	24	100'
9	16/06/2018	Lycée Michel Lucius	6 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	24	100'
10	22/10/2018	Lycée Belval	9 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	18	100'
11	11/12/2018	Lycée Ermesinde	6 ^{ème}	intervention classique/ sensibilisation LGBTIQ+	20	100'

4.3.2 Les interventions extrascolaires, formation et sensibilisation non-formelle pour l'enseignement secondaire et secondaire technique et en maisons de jeunes

Sur un total de >24hrs, 8 interventions extrascolaires, de formation et sensibilisation non-formelle pour l'enseignement secondaire et secondaire technique et en maisons de jeunes ont eu lieu en 2018 ayant touché 306 jeunes.

2	02/05/2018 et 14/05/2018	Lycée Technique du Centre	mixte	Sensibilisation peer-to- peer du groupe bénévole de AMNESTY INTERNATIONAL sur <i>l'état des lieux 2018 des droits et libertés des personnes LGBT dans le monde</i> . Activité en vue des préparatifs pour une activité scolaire dans le cadre de la <i>Journée internationale contre l'Homophobie et la Transphobie – IDAHOT</i> le 17 mai	12 et 8	120' et 90'
1	15/06/2018	Centre de rencontre pour jeunes AMIGO	mixte	Activité de sensibilisation LGBTIQ	20	180'
1	06/07/2018	Escher Jugendhaus Maison de jeunes d'Esch-sur-Alzette	mixte	Sensibilisation peer-to- peer autour de la diversité sexuelle et de genre. Activité en vue des préparatifs pour une activité dans le cadre du GAYMAT en juillet	10	240'
4	09/10/2018 10/10/2018 11/10/2018 12/10/2018	Lycée Technique Mathias Adam	mixte	En collaboration avec la <i>Hiv-Berodung de la Croix-Rouge</i> , participation avec un atelier partagé au <i>Forum de prévention</i> organisé par le Péiténger Jugendhaus	75 82 38 61	210' 215' 215' 195'

4.3.3 Le fondamental et les maisons relais

1	12/11/2018	Escher Bibliothéik	niveau fondamental (cycle 1.1 et 1.2) et précoce	Dans le cadre du <i>Festival QLL</i> , 2 séances de lecture sur la diversité, adressées aux élèves du fondamental	42	120'
---	------------	--------------------	---	---	----	------

4.3.4 Autres interventions à destination des jeunes

16/06/2018	<i>X not a Game Music and Dance Festival</i> organisé par la <i>Maison des Jeunes Clausen-Neudorf-Grund (Inter-Actions)</i> a organisé un grand évènement le samedi 16 juin 2018 au Melusina pour clôturer son projet de prévention sexualité.	mixte	En collaboration avec la Croix- Rouge et le CIGALE, participation avec un stand lors de l'après-midi festive au <i>Melusina</i> afin de répondre aux différentes questions et de distribuer des informations de prévention sexualité	Visiteurs estimés du festival : 240 jeunes	240'
06/07/2018	<i>Future Youth Festival "event that wishes to empower, engage and inform young people from Luxembourg about their possibilities in shaping their future. The event is youth-led and will provide lots of free activities and exciting workshops to anyone that wishes to take part."</i>	mixte	Participation avec un stand d'information pendant la durée du programme d'activités journalières pendant la journée <i>Future Youth Festival</i>	Visiteurs estimés du festival : 540 jeunes	480'

5. AUTRES PROJETS ET ACTIVITES 2018

25/01/2018	Participation à la Table-ronde : Prinz_innen / Fabula Rasa « Des contes de fées aux dessins animés, quels sont les stéréotypes avec lesquels on opère ? Qu'est-ce qu'une princesse aujourd'hui ? La première des conférences KUSS consacrées au thème de la diversité médite la persistance de certains clichés véhiculés sur les filles et les garçons. Le but ? Rendre justice à l'enfant. » Organisé par les <i>Rotondes</i> et <i>Scenicae asbl (University of Luxembourg)</i> en partenariat avec <i>CID Fraen an Gender</i> et <i>Rosa Lëtzebuerg / Centre d'Information GAY et LESBIEN - CIGALE</i> , respectivement présents à travers un stand de livres et un stand d'information.
06/02/2018	Hébergement d'une Soirée Discussion Avec Joaquin Perez organisée en collaboration avec les <i>Pink Gents</i> . « <i>Joaquin Perez, président du groupe senior gay de Madrid, fera une petite présentation sur l'Evolution de la vie gay en Espagne et les activités du mouvement senior gay à Madrid.</i> »
03/03/2018 et 04/03/2018	Participation au Festival des Migrations, de la Culture et de la Citoyenneté avec un stand d'information
21/03/2018	Participation à l'EXPO Collectif La Rage - Impression engagée . Suite au succès de son atelier de sérigraphie organisé au <i>Neimënster</i> à l'occasion de la <i>Journée Internationale des Femmes</i> l'année dernière, le collectif <i>La Rage</i> , qui rassemble et valorise des affiches féministes, expose enfin au Luxembourg sa collection de renommée internationale. En collaboration avec <i>JIF Luxembourg</i> , dans le cadre de la <i>Journée Internationale des Femmes Chantier de l'égalité et la Fête féministe et culturelle</i>

08/03/2018	Participation à l'événement Journée Internationale des Femmes Chantiers de l'égalité « Nombreux sont les chantiers sur lesquels on doit encore travailler en matière de l'égalité entre femmes et hommes : sécurité financière, violence, stéréotypes de genre, travail...Participez nombreuses et nombreux à l'action "les chantiers de l'égalité", organisée par la Plate-forme JIF2018. »
11/03/2018	Suivi des événements dans le cadre de la JIF 2018 avec participation à la Fête féministe et culturelle au Centre Culturel et de Rencontre Neimënster avec présence d'un stand d'information et organisation d'une séance de lecture scénique des COMING OUT STORIES d'une trentaine de minutes avec focus sur les parcours de coming-out de femmes lesbiennes, bisexuelles, trans' et queer.
11/07/2018	Présence et co-organisation d'un Political Panel Discussion dans le cadre du programme de l'édition 2018 du GAYMAT et en perspective des élections parlementaires en octobre. Événement en collaboration avec Rosa Lëtzebuerg ayant eu lieu à la KUFA à Esch-sur-Alzette.
14/07/2018	Participation au Gaymat 2018: Street Fest & Parade avec un stand d'information
31/07/2018	Soirée Queer Get-Together , événement convivial pour membres, ami-e-s, activistes et toute personne qui soutient le travail du CIGALE souhaitant surtout la bienvenue aux réfugié-e-s queer et LGBTI afin de pouvoir nouer avec la communauté locale.
09/10/2018	Soirée Apéro-sexo . Activité décontractée pour parler <i>Q, plaisirs, sexualité et bien-être entre lesbiennes, bisexuelles, femmes queer et femmes qui aiment les femmes</i> . Soirée animée par Coraline Delebarre (France), psychologue-sexologue, formatrice en santé sexuelle et coordinatrice avec Clotilde Genon de la brochure de santé sexuelle à destination des femmes ayant des rapports sexuels avec des femmes « <i>Tomber la culotte!</i> ». Elle a mené une des rares enquêtes en Europe sur la sexualité des femmes nommée SexoFSF : « <i>Sexualités et relations affectives des femmes qui ont des rapports sexuels avec d'autres femmes</i> ». Cette enquête, sur 1688 répondantes, remporte notamment le prix national du mémoire de sexologie 2018 lors des Assises Française de Sexologie à Marseille. Atelier s'adressant à toute femme cis ou trans'.
10/10/2018	Matinée d'échange PRO: Sexualités entre Femmes « <i>Les lesbiennes, femmes queer et bisexuelles sont-elles vraiment moins touchées par les infections sexuellement transmissibles? Comment peuvent-elles se protéger efficacement? Comment vivent-elles leur vie de couple ? Quels sont leurs besoins ? Quels dispositifs existent déjà ? Comment les professionnel-le-s peuvent promouvoir la santé sexuelle des FSF ?</i> » Matinée d'échange et de présentation des résultats de l'enquête de Coraline Delebarre entre professionnel-le-s des secteurs santé, jeunesse, psycho-socio-éducatif & médical.
14/10/2018	Queer ... was? - Themenabend zu <i>queer theory, queerfeminismus und queere junst</i> mit Sandy Artuso , Literaturwissenschaftlerin und Doktorandin an der Universität Luxemburg. Sandy Artuso organisiert als Mitglied des Theaterkollektivs <i>Independent Little Lies - ILL</i> das <i>Queer Little Lies - Festival</i> in Esch. Sie ist Mitherausgeberin und Chefredakteurin des queeren Magazins " <i>Die Präziöse</i> ".
18/10/2018	Participation au Praxis- und Kontakttag 2018, Was sind die Bedürfnisse der Akteure der Sozialen Arbeit? <i>Jährlich findet unter dem Motto "Wissenschaft trifft Praxis, Politik und Öffentlichkeit" Vernetzung und Kooperation unter allen Akteuren der Sozialen Arbeit statt. Das Programm bietet eine Praxis-Messe mit Informationsständen der Organisationen, Fachvorträge, Workshops und Diskussionsrunden</i>
24/10/2018	En tant que membre du groupe de travail « vie affective et sexuelle » sous la coordination de INFO HANDICAP, participation et modération de la conférence « Sexualité, amour et handicap ?! » <i>En 2017, le groupe de travail « vie affective et sexuelle » a été créé sur initiative d'Info-Handicap avec la participation des organisations suivantes : APEMH, Association des Victimes de la Route asbl, Autisme Luxembourg asbl, Cesas - Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, Centre d'Information Gay et Lesbien - Cigale, Commission consultative des Droits de l'Homme, De Park – Entité du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique, COOPERATIONS asbl, Fondation Kräizbiërg, Hörgeschädigten Beratung SmH, Info-Handicap asbl, Ligue HMC Espace~Famille, Nëmme mat eis! asbl, Planning Familial, Tricentenaire asbl, Trisomie 21 Lëtzebuërg asbl et Elisabeth – Yolande asbl.</i> <i>A partir d'octobre de la même année 3 sous-groupes de travail se sont formés sur: l'éducation sexuelle, une plateforme de rencontre et l'assistance sexuelle active, qui de 2018 à 2020 vont sensibiliser le grand public avec à chaque fois un accent particulier sur une des thématiques.</i> <i>Les enjeux de l'éducation sexuelle et affective auprès des personnes en situation de handicap</i> <i>Le droit à la santé affective et sexuelle, à la sexualité, ainsi que l'accès aux prestations et services en la matière font partie des droits sexuels. Ceux-ci, en tant que droits humains fondamentaux, doivent être garantis à toute personne, également aux personnes en situation de handicap. Le droit à une vie affective et sexuelle est inscrit dans la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées(articles 23 et 25a).</i> <i>L'éducation sexuelle et affective, thème du groupe de travail organisant cette conférence, est en quelque sorte la porte d'entrée pour atteindre ces droits.</i>

	<p><i>Les personnes en situation-s de handicap-s ont droit à une éducation affective et sexuelle adaptée à leurs besoins et leur situation de vie. Cette éducation nécessite des approches pédagogiques adaptées à l'âge et au type de handicap (cognitif, physique, sensoriel).</i></p> <p><i>La soirée sera l'occasion d'échanger sur cette thématique, d'aborder sa détabouisation et aura également pour objectif de sensibiliser à la reconnaissance des personnes en situation de handicap en tant qu'êtres sexués à part entière.</i></p> <p>Événement organisé en collaboration avec le CESAS, INFO HANDICAP, Hörgeschädigten Beratung, Trisomie 21 asbl, Ligue HMC, le Tricentenaire le Conseil national des personnes handicapées et le CIGALE.</p> <p>Conférence ayant eu lieu au Centre culturel « Tramschapp » et s'adressant aux professionnels, décideurs politiques, personnes en situation de handicap, parents et grand public.</p>
20/11/2018	<p>Soirée à thèmes sur les Violences gynécologiques et sexualités queer</p> <p>Dans le cadre de la Orange Week 2018 et dans le cadre du 25 novembre, journée mondiale d'action contre toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes, le Centre d'Information GAY et LESBIEN – CIGALE invite les femmes lesbiennes, bisexuelles et queer à une soirée de partage d'expérience sur le sexisme, la lesbophobie et les violences gynécologiques exercées par le corps médical. Dans un espace auto-géré les participantEs pourront s'exprimer sur leurs expériences aussi bien négatives que positives, et définir des pistes pour améliorer l'accès aux soins des femmes qui ont des rapports sexuels avec d'autres femmes. Événement en collaboration avec les PINK LADIES.</p>
18/12/2018	<p>Clito Bells & Jingle Balls. Atelier convivial pour clôturer l'année 2018 en beauté, avec la <i>confection de vulves, de clitos et de boules de Noël</i> en tissu pour décorer le sapin ou pour offrir pendant les fêtes d'hiver.</p>

6. PUBLICATIONS

- 6.1 **Overview on the situation of lesbian, bisexual and queer women and recommendations to end violence, discrimination and invisibility (p.13)**
- 6.2 **Situation des personnes homosexuelles, bisexuelles, trans' et queer qui demandent l'asile au Luxembourg : 2ème semestre 2015 – décembre 2017 (mise à jour juin 2018) (p.20)**



Luxembourg: Overview on the situation of lesbian, bisexual and queer women and recommendations to end violence, discrimination and invisibility

A parallel report submitted for the 69th Session of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (review of the combined 6th and 7th periodic reports of Luxembourg)

January 2018

Contact: Enrica Pianaro, sociologist, project coordinator at CIGALE
enrica.pianaro@cigale.lu

The association **Rosa Lëtzebuerg asbl**¹ promotes the civil rights of LGBTI citizens, fights against discrimination on grounds of sexual orientation and gender identity, and organises socio-cultural events for the LGBTI community.

The **Pink Ladies** is the **women's group of Rosa Lëtzebuerg asbl** and organises a variety of activities for cis- and transgender women who love women and women identifying as lesbian, bisexual and queer (LBQ). The women's meet ups started back in 2010 with the goal to create a space for lesbian, bisexual, queer, questioning and women who love women by promoting collective and individual empowerment.

The **Gay and Lesbian Information Centre – CIGALE**² is the professional office of Rosa Lëtzebuerg and offers advice and support to every person having questions related to sexual orientation, trans* identities, coming-out and gender identity. CIGALE has an **agreement with the Ministry of Family, Integration and the Greater Region**³, which is our Home Ministry. Actually CIGALE employs permanent staff on a full-time basis (two people).

¹ <http://www.gay.lu/>

² <http://www.cigale.lu/>

³ <http://www.annuaire.public.lu/index.php?idMin=161>

Executive Summary

The present report provides an analysis of the situation of lesbian, bisexual and queer (hereinafter – LBQ) women in Luxembourg.

The report consists of three parts:

- (1) our comments, questions and recommendations regarding the report submitted to the CEDAW Committee by the Government of Luxembourg;
- (2) our comments related to the ratification of the Istanbul Convention; and
- (3) our comments on other issues not covered by the State party's report, namely:
 - (a) the lack of statistics on the situation of LGBTIQ persons;
 - (b) the exclusion of LGBTIQ persons from governmental policies and action plans;
 - (c) discrimination of female same-sex couples with regard to the filiation after medically assisted procreation; and
 - (d) the lack of procedure for legal gender recognition.

At the end of our report we suggest a list of recommendations, including policy and legislative measures, that would help to improve the situation of LGBTIQ persons in Luxembourg.

Table of Content

I. Comments, questions and recommendations regarding the report submitted by the Government of Luxembourg	p. 3
II. Ratification of the Istanbul Convention	p. 4
III. Other issues not addressed by the report submitted by the Government of Luxembourg	pp. 5—6
Suggested Recommendations	P. 7

I. Comments, questions and recommendations regarding the report submitted by the Government of

- **in general: There is no mention of LBQ women in the report of the Government of Luxembourg, apart from the only mention of their “diversity policy” for the respect of “religious conviction, sexual orientation, age, nationality, etc.”**

- p. 3-4: A research⁵ on the situation of Luxembourgish women has been mandated in 2016 by the Ministry of Equal Opportunities (MEGA) in cooperation with the national institute for statistics (STATEC). Has the situation of LGB women been evaluated? Has the situation of LGB women been evaluated at the intersection of other discrimination grounds?

- p. 14: The National Action Plan for the Equality between men and women (2015-2018)⁶ does not include a specific mention, nor specific actions towards LBQ women.

- p. 19-20: The Ministry for Equal Opportunities is active member in various interministerial working groups (disability, youth, sustainable development, sex education, etc.). An interministerial group for LGBTI issues exists since 2015 and we recommend the Ministry of Equal Opportunities joins this group.

- p. 26-33: The section about “Violence towards women” has a main focus on domestic violence. This is legitimate, nonetheless, we consider that violence happening in the family sphere or the intimate sphere should also take into account the violence experienced by women and girls who are in threat of violence, sexual violence, rape and murder when living in families that do not accept their sexual orientation. We also consider that partner violence between same-sex couples should not be a taboo, but treated with the same concerns and adapted measures should be undertaken. Concerning the specific situation of LBQ women and trans* and intersex people, one should also consider “violence towards women” in a broader spectrum, since LBQ women and trans* and intersex people can experience various forms of discrimination and violence based on their sexual orientations, their gender expression and/or their gender identity.

- p. 38: The section about “Education” should take into account sexual and gender diversity. An intersectional approach to gender equality should be taken to give visibility to marginalised women’s voices. Bullying and violence towards LBQTI girls and teenagers in school settings should be analysed and addressed.

- p. 46: The section about “Health” doesn’t address any specific measure concerning the physical and emotional health and wellbeing of LBQ women. LBQ women still suffer from under-representation in health campaigns and still lack doctors, health centres and policies with knowledge about the needs of LBQ women.

- p. 47: The section about “Asylum”. Measures should be taken to assure the protection and bodily integrity of LBQ refugee women living in refugee camps and facing harassment and violence because of their sexual orientation and/or gender expression and/or gender identity.

⁴ « Communication au Comité pour l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes (CEDAW) concernant la liste des points à traiter et questions concernant l’envoi combiné des sixième et septième rapports périodiques du Luxembourg »

⁵ « Regards sur la vie des femmes au Luxembourg », March 2018, STATEC : <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2016/PDF-05-2016.pdf>

⁶ « Plan d’égalité des femmes et des hommes 2015-2018 », MEGA : http://www.mega.public.lu/fr/publications/publications-ministere/2015/pan-egalite-2015/06244_Broch_Plan_Egalite_Femmes_Hommes_2015-2018_04-2015-Web.pdf

II. Ratification of the Istanbul Convention

The CEDAW Committee has recognised, on numerous occasions,⁷ the importance of the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence for the advancement of women's rights.

While Luxembourg was one of the 11 countries that signed the Convention in Istanbul in 2011, it has not ratified it yet.

However, a draft law on the ratification of the Istanbul Convention⁸ is being discussed now, and we would like to provide some comment in this regard.

- Rosa Lëtzebuerg-CIGALE has not been consulted for the conception of the draft law. Other NGOs with an agreement with the Ministry for Equal Opportunities have been consulted. Although our Home Ministry is the Ministry of Family, Integration and the Greater Region, we consider that our expertise should be taken into account when addressing gender equality issues.

⁷ See e.g.: Concluding Observations: Turkey (2016), CEDAW/C/TUR/CO/7, paras. 32–33; Concluding Observations: Ukraine (2017), CEDAW/C/UKR/CO/8, paras. 28–29.

⁸ Projet de Loi N°7167 et Dossier de Presse : <https://www.gouvernement.lu/7478333/Dossier-de-presse-Convention-d-Istanbul.pdf>

III. Other issues not addressed by the report submitted by the Government of Luxembourg

In this section, we are addressing: (1) the lack of LBQ components in the governmental policies and action plans; (2) gaps in data collection; (3) discrimination of female same-sex couples with regard to filiation; and (4) the situation of trans* and intersex persons (particularly, legal gender recognition).

Policies and Action Plans: Lack of LBQ components:

Since 2015, the Ministry of Family, Integration and the Greater Region of Luxembourg hosts an inter-departmental working group for LGBTI related issues which includes members of civil society, Ministries and the LGBTIQ organisations. The “Solidarity Section” of the Ministry is elaborating the first “National LGBTI Action Plan”, which should be published in 2018. The first draft doesn’t give enough information on whether lesbian, bisexual and queer (hereinafter – LBQ) women’s specific needs are addressed.

In July 2016 and July 2017, Rosa Lëtzebuerg-CIGALE submitted recommendations to the Ministry of Family, Integration and the Greater Region with an analysis of the lacks regarding LGBTIQ specific policies and/or the lack of the mainstreaming of LGBTIQ measures. This document identified lacks on every level of the governmental administrations and Ministries and made suggestions on the improvement and implementation of LGBTIQ-friendly policies.

Data collection & methodology:

In Luxembourg there is a big lack in the production of data concerning LGBTIQ people, and specifically LBQ women, and there is no systematic collection of data by the university, governmental institutions, research centres or NGOs. On the one hand, there is no specific research on LBQ women. On the other hand, when a general research is done on women, the dimension of sexual orientation and/or gender identity is not taken into consideration.

Still, we believe that there is a huge need for action to promote the respect, non-discrimination and visibility of LBQ women in Luxembourg⁹. The data used to produce the following recommendations is mostly data collected on a daily basis in our work and activism. The present report is based on individual and group discussions, on testimonies, and on participant’s feedback to small-scale surveys. It is as well based on the analysis of governmental and institutional documents, action plans, events and meetings with key people.

Family Equality: Discrimination of Female Same-Sex Couples in Filiation

Since January 2015, Luxembourg has legally established marriage equality and adoption for all couples, including “same-sex” couples. In 2017, an amended version of the draft law on “filiation” was presented. Despite our request to offer full recognition and protection to lesbian couples (married or being in civil union) who wish to have children via medically assisted procreation (MAP) through the automatic recognition of the second parent, the draft law still maintains inequalities between heterosexual and lesbian couples. Lesbian couples have to go through an adoption procedure, even when they are married (full adoption in Luxembourg only possible for married couples).

⁹ Statement by Rosa Lëtzebuerg-CIGALE for the International Day for the Elimination of Violence against Women, 25th of November : <https://www.facebook.com/CentreCIGALE/notes/>

«Projet de loi portant réforme du droit de la filiation – 6568A »

Concernant la reconnaissance automatique des couples lesbiens, l'amendement du projet de loi prévoit :

« L'assistance médicale à la procréation sera accessible aux couples de sexe opposé et aux couples de même sexe, qu'ils soient mariés, pacés ou vivant en concubinage. Il y a lieu de souligner également que l'assistance médicale à la procréation est ouverte aux femmes célibataires. La Commission juridique estime que la question de l'accès aux techniques de la procréation médicalement assistée constitue essentiellement un choix politique et qu'il est proposé de mettre en place une „PMA pour tous“. » (p.8/Projet de Loi)

L'accès à la PMA sera garanti, mais une différence de traitement persistera dans la reconnaissance légitime du parent non-biologique.

Chez les couples hétérosexuels non-mariés, le père, même s'il n'est pas le père biologique, est automatiquement reconnu comme parent s'il le souhaite :

« Action en recherche de paternité naturelle : La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée lorsqu'il est prouvé par tous moyens soit que le père prétendu a eu des relations sexuelles avec la mère de l'enfant pendant la période légale de conception, soit qu'il a avoué expressément ou tacitement être le père de l'enfant, notamment lorsqu'il a pourvu ou participé à son entretien et à son éducation en qualité de père. » (source : <http://www.justice.public.lu/fr/famille/filiation/filiation-naturelle/reconnaissance/index.html>)

Chez les couples de lesbiennes, même mariées, la mère non-biologique doit faire une demande d'adoption :

« Ainsi est maintenu le principe selon lequel la présomption de paternité ne joue pas en faveur des couples mariés de même sexe.

La Commission juridique constate que certaines législations étrangères ont mis en place une présomption de co-parentalité. Aux yeux de la Commission juridique il n'est pas opportun d'étendre la présomption de paternité aux couples non mariés, ni d'introduire une présomption de la co-parenté à l'instar de la législation belge. » (p.25/Projet de Loi)

The Situation of Trans* and Intersex Persons

Luxembourg still has no legislation for the recognition of the self-determination of trans* and intersex people. A draft law¹⁰ was presented on the 12th of May 2017 by the Ministry of Justice of Luxembourg in order to improve the rights and the lives of trans* and intersex people by guaranteeing a simple procedure for change of gender marker and name on the civil status certificates. The draft law is based on the self-determination of a person, and trans* people would not be required anymore either to present a certificate from a psychotherapist, or to undergo an irreversible gender reassignment surgery to be legitimate for legal gender recognition. This draft law, would it be voted, could be considered one of the most progressive laws in Europe concerning trans* rights, as well as intersex rights¹¹.

Concerning intersex people and the elimination of genital mutilation, the local association Intersex and Transgender Luxembourg (ITGL)¹² is doing lobby work at institutional level and discussions on a draft law are taking place.

¹⁰ <http://www.mj.public.lu/actualites/2017/05/Conference-de-presse-du-17-mai-2017/Projet-de-loi-relative-a-la-modification-de-la-mention-du-sexe.pdf>

¹¹ <http://www.mj.public.lu/actualites/2017/05/Conference-de-presse-du-17-mai-2017/Dossier-de-presse-trans-et-intersexe.pdf>

¹² <http://itgl.lu/oeffentlichkeitsarbeit/veroeffentlichungen/>

Suggested Recommendations

Rosa Lëtzebuerg-CIGALE recommends various points to improve the situation of LBQ women and trans* and intersex persons in Luxembourg.

- The Government of Luxembourg should collect and analyse information about the situation of LBQ women and trans* and intersex persons in the country, including on their specific needs and challenges.
- The Government of Luxembourg should offer the necessary resources for the creation of a permanent fully staffed office with financial resources and specialised people on LGBTIQ questions.
- The Ministry for Equal Opportunities of Luxembourg should include LBQ women and trans* and intersex persons into its actions and analysis, and should join the interministerial group for LGBTI issues.
- The Government and the Ministries of Luxembourg should adopt an intersectional point of view on their speciality topics to make sure that specific social demands and needs of LBQ women and trans* and intersex persons are addressed in a holistic way.
- Ministries of Luxembourg should integrate LGBTIQ-mainstreaming in their fields of action and create adequate action plans and evaluations on education, health, family, employment, prevention of violence, including domestic violence and hate crimes, asylum, as well as other spheres, including an analysis based on a feminist and queer perspective.
- The State Party should ensure ratification of the Istanbul Convention and should consult with LGBTIQ civil society organisations in that.
- The State Party should ensure that LBQ women in same-sex relations could realise their family rights on equal basis, and particularly to adopt a law that would provide mechanisms for the recognition of a child's second parent without adoption procedure.
- The State Party should adopt a draft law that would establish a progressive and based on self-determination, legal gender recognition procedure.
- The Government of Luxembourg should regularly consult LGBTIQ organisations and recognise the expertise of LBQ women as valid knowledge and knowhow (experts by experience).
- The Government of Luxembourg should provide more financial and human resources to grass-root LGBTIQ organisations, like Rosa Lëtzebuerg-CIGALE, in order to cover specific themes and do in-depth work for more vulnerable groups such as LBQ women, queer refugees, young LGBTIQ people, etc.

Situation des personnes homosexuelles, bisexuelles, trans’ et queer qui demandent l’asile au Luxembourg : 2ème semestre 2015 – décembre 2017

Depuis fin 2015, le Centre d’Information GAY et LESBIEN – CIGALE et son gestionnaire Rosa Lëtzebuerg, association de défense et de promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans’, intersexes et queer (LGBTIQ), ont dû se pencher sur les questions d’immigration et de protection internationale, plus précisément sur les questions d’**accueil**, de **logement** et de **bien-être** des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres et queer qui demandent l’asile au Luxembourg.

Depuis le deuxième semestre 2015 et jusqu’à fin 2017, le Centre **CIGALE a accueilli 44 personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres et queer** ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg. Pour 2018 nous comptons déjà onze nouvelles demandes.

Pourquoi il est important d’agir

Les études européennes et internationales

Diverses études menées par ILGA Europe (International Lesbian and Gay Association Europe)¹, ORAM (Organization for Refugee, Asylum & Migration)² et autres associations à l’étranger,^{3,4} montrent les multiples difficultés et obstacles auxquels doivent faire face les personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres et queer qui quittent leur pays. Depuis le début de leur trajet, sur la route vers l’Europe, en passant par les procédures d’enregistrement dans le pays dans lequel est déposée la demande de protection internationale, ainsi que la vie dans les foyers, le contact avec le personnel psycho-social, le personnel de sécurité, les interprètes, les administrations, etc. ... ces personnes sont des populations extrêmement fragilisées et vulnérables, du fait de leur statut de DPI et de leur orientation sexuelle, leur identité de genre et/ou leur expression de genre.

» Les discriminations et l’invisibilisation ne s’arrêtent pas aux portes du Luxembourg. «

Le parlement européen a adopté une résolution sur « la situation des femmes réfugiées et demandeuses d’asile dans l’UE » le 8 mars 2016. Ce texte contient aussi des mentions concernant les personnes LGBTIQ qui doivent faire face aux mêmes difficultés et fait appel à une « approche sensible au genre dans les procédures et politiques d’asile ».

¹ « Good practices related to LGBTI asylum applicants in Europe » : <https://www.ilga-europe.org/resources/ilga-europe-reports-and-other-materials/good-practices-related-lgbti-asylum-applicants> &

« Laying the grounds for LGBTI sensitive asylum decision-making in Europe » : <https://www.ilga-europe.org/resources/ilga-europe-reports-and-other-materials/laying-grounds-lgbti-sensitive-asylum-decision>

² « Opening Doors: A Global Survey of NGO Attitudes Towards LGBTI Refugees & Asylum Seekers » : <http://oramrefugee.org/wp-content/uploads/2016/04/oram-opening-doors.pdf>

³ « Fleeing Homophobia, Asylum Claims Related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe » : <http://www.refworld.org/docid/4ebba7852.html>

⁴ « No safe refuge. Experiences of LGBT asylum seekers in detention » : https://www.stonewall.org.uk/sites/default/files/no_safe_refuge.pdf

Extraits du texte « P8_TA-PROV(2016)0073 – *The situation of women refugees and asylum seekers in the EU – European Parliament resolution of 8 March 2016 on the situation of women refugees and asylum seekers in the EU (2015/2325(INI))* »:

Recommandations adoptées par le Parlement européen:

p.3 : C. whereas women and LGBTI people are subject to specific forms of gender-based persecution, which is still too often not recognised in asylum procedures;

p.6 : Gender dimension of refugee status determination

12. Underlines that, even in countries deemed safe, women may suffer gender-based persecution, while LGBTI people may also be subjected to abuse, and thus have a legitimate request for protection; calls on all Member States to adopt asylum procedures and endeavour to develop training programmes which are sensitive to the needs of women with multiple marginalised identities, including LGBTI women; urges all Member States to combat harmful stereotypes about the behaviour and characteristics of LGBTI women and to fully apply the EU Charter of Fundamental Rights in respect of their asylum claims; stresses the need for LGBTI-sensitive reception facilities across all Member States; highlights that violence against LGBTI individuals is common in reception facilities;

N.B. : le CIGALE a souligné en jaune les parties importantes pour son constat.

» Le centre CIGALE observe des situations similaires au Luxembourg. «

Ces données ont pu être recueillies lors de permanences individuelles avec des DPI, lors d'échanges avec le personnel psycho-socio-éducatifs et/ou les gestionnaires des foyers d'accueil et d'hébergement et lors de formations destinées au personnel d'encadrement des foyers. Tous ces témoignages et échanges servent à illustrer la situation au Luxembourg – non pas dans le but de discréditer le travail des acteurs institutionnels et de terrain – mais dans le but d'améliorer les collaborations entre les structures pour un accueil, une prise en charge et un suivi respectueux des personnes gays, lesbiennes, bisexuelles, trans' et queer qui essaient de trouver paix et sécurité au Luxembourg.

Les « queer refugees »

Dans cette section nous présenterons un bref aperçu du nombre et des profils des DPI et BPI (demandeur-e-s et bénéficiaires de protection internationale) qui ont fréquenté le CIGALE. A noter que ces chiffres rendent uniquement compte des personnes qui ont été en contact direct avec CIGALE, c.à.d. qui sont venues au moins une fois au CIGALE et que l'équipe CIGALE a rencontrées personnellement. Sont exclues les personnes qui ont appelé ou envoyé un e-mail depuis l'étranger.

2^{ème} semestre 2015 : 6 personnes

Année 2016 : 19 personnes

Année 2017 : 19 personnes

Sur 44 personnes nous avons pu compter au moment du premier contact:

- 3 femmes cisgenres
- 1 femme transgenre
- 1 personne genderqueer
- 39 hommes cisgenres

A noter que certaines personnes ont entre-temps fait un coming-out trans' et que l'auto-définition ne correspond pas/plus nécessairement au genre inscrit dans la demande de protection internationale.

La grande majorité des personnes qui sont passées au CIGALE s'auto-définissent soit comme lesbienne, bisexuelle, gay, homosexuelle. Certaines personnes ne se définissent pas, d'autres utilisent des terminologies plus vagues comme « un homme qui couche avec un homme » ou « queer ». Le personnel du CIGALE ne demande pas explicitement l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre des personnes. Les personnes font elles-mêmes référence à leur orientation sexuelle, leur identité de genre, ainsi qu'à leurs préférences et pratiques sexuelles.

D'ailleurs, il faut garder à l'esprit que les façons d'exprimer son genre varient selon les contextes géographiques et ethniques. Notre compréhension de ce qui est masculin ou féminin peut varier de ce qu'entendent les DPI/BPI. Ainsi, certains hommes cisgenres efféminés ne sont pas forcément homosexuels, mais vont faire face à des discriminations et remarques homophobes de la part de leur entourage.

En termes de statut migratoire, la plupart ont déposé une demande de protection internationale au Luxembourg. D'autres étaient déboutées ou se trouvaient dans la procédure de Dublin et récemment certaines personnes étaient en « resettlement ».

Sur les personnes qui nous fréquentaient/fréquentent régulièrement et de qui nous avons eu des nouvelles, cinq ont obtenu le statut de bénéficiaire de protection internationale. Certaines personnes ont visité le CIGALE plusieurs fois avant de disparaître sans laisser de nouvelles. Et une personne a volontairement retiré sa demande, car elle ne supportait plus les conditions de vie dans son foyer et l'homophobie ambiante.

En termes de temps d'attente afin d'obtenir une réponse ou d'être convoquées à un entretien, certaines personnes ont même dépassé le seuil de 21 mois⁵.

Les pays de provenance des personnes sont très divers. Les zones géographiques dont proviennent la plupart des DPI/BPI sont :

- Proche et Moyen-Orient
- Maghreb
- Balkans
- Afrique sub-saharienne

En ce qui concerne la raison de la demande de protection internationale il y a les personnes qui font une demande en raison de leur orientation sexuelle, comme il y a celles qui ont dû fuir leur pays pour des raisons d'instabilité politique ou de guerre dans leur pays. D'autres parmi elles ne peuvent plus vivre dans leur pays à cause d'un Etat qui restreint les libertés individuelles des personnes de manière générale et qui promeut des valeurs conservatrices (modèle familial hétérosexuel, vision rigide des relations sexuelles, etc.). Les personnes qui ont fait un coming-out trans' l'ont fait après avoir déposé leur demande de protection internationale et/ou après l'obtention du statut.

⁵ La Loi du 18 décembre 2015 relative à « la protection internationale et à la protection temporaire » prévoit qu'une personne DPI obtient une réponse du MAEE six mois après introduction de sa demande. La réalité montre toutefois que pour la plupart le délai d'attente est plus long. Selon la loi, le délai de traitement de la demande ne peut pas dépasser un total de 21 mois.

Des difficultés à tous les niveaux

Niveau individuel & interpersonnel

Les DPI, ainsi que les BPI, nous ont fait part de leurs difficultés, dont certaines concernent les personnes DPI de façon générale et d'autres touchent plus spécifiquement les personnes appartenant aux minorités sexuelles et de genre.

- **L'ennui et la solitude** dans les foyers : les activités sont souvent très stéréotypées et ne correspondent pas aux besoins/attentes de certaines personnes qui ne s'identifient pas dans les rôles classiques femmes/hommes. Par exemple : atelier coiffure uniquement pour les femmes, football uniquement pour les hommes.
- **L'exclusion** : les personnes aux expressions de genre non-conformes aux représentations binaires du masculin/féminin, ainsi que les personnes qui extériorisent leur homosexualité sont isolées et mises à l'écart, car vues comme impures. Par exemple : personnes refusant de s'asseoir à côté de cette personne à la cantine.
- **L'isolement** : l'hébergement dans les zones éloignées de la ville de Luxembourg et qui en plus sont mal connectées par les transports publics rend l'accès au CIGALE difficile et les personnes qui aimeraient passer au Centre du fait de leur vulnérabilité particulière n'ont pas la possibilité de s'y rendre plus souvent.
- **Les remarques homophobes et rabaissantes** : « impur », « étrange », « il faudrait te brûler ».
- **Les menaces verbales et les menaces de vouloir blesser la personne** : une personne séquestrée pendant quelques minutes par un groupe d'hommes.
- **Le harcèlement** : les vêtements jetés par terre, le chargeur jeté par terre.
- **Les tensions** qui montent, surtout quand certaines personnes insistent sur leurs opinions politiques et conceptions du monde.
- **La minimisation de l'homophobie latente** dans les foyers, l'impact des mots n'est pas pris au sérieux par les gestionnaires des foyers.
- **La détresse croissante** et l'impossibilité de l'exprimer auprès du personnel socio-psycho-éducatif, par peur de trop attirer l'attention et/ou par peur d'être transféré-e dans un autre foyer.
- **Les questions importunes** pendant l'entretien demandant des « preuves » d'homosexualité : la signification du drapeau arc-en-ciel, les noms de clubs gays.
- **Le manque de connaissance, de discrétion et d'empathie** en lien avec leur orientation sexuelle et leur pays d'origine de la part des agents menant les entretiens, ainsi que de la part des interprètes.
- **L'accroissement du mal-être et la baisse de confiance** envers les autorités étatiques et la société civile : « Je préfère me suicider plutôt que de rentrer chez moi », « Je ne peux pas rentrer dans mon pays, je vais mourir ».

Certains des faits rapportés ont été confirmés par le personnel socio-éducatif travaillant dans les structures.

Niveau institutionnel & associatif

Certaines personnes qui travaillent dans les foyers d'hébergement, ainsi que les personnes travaillant dans diverses administrations publiques/divers Ministères et diverses associations, sont sensibles à la question LGBTIQ et s'adressent au CIGALE afin d'obtenir des informations, du matériel d'exposition et s'échanger avec nous sur leurs observations, pratiques quotidiennes et questionnements.

Ce que révèlent ces échanges est important, car cela nous permet d'envisager des actions adaptées aux besoins exprimés par le personnel psycho-socio-éducatif. Les défis rencontrés au niveau institutionnel et associatif sont les suivants :

- Les sujets LGBTIQ en lien avec les questions d'immigration et d'asile dépassent très souvent les compétences du personnel des foyers, qui ne sait pas toujours comment aborder le sujet dans son travail, ni comment aborder une personne qui n'a pas fait son coming-out. Des demandes concrètes proviennent d'agents sociaux-éducatifs qui ont demandé des conseils pratiques, p.ex. comment afficher que le personnel est gayfriendly, comment approcher le sujet avec le personnel qui ne connaît pas la thématique LGBTIQ ou qui est réticent, comment respecter l'auto-détermination des personnes trans' en matière de logement ?
- Depuis 2016 CIGALE a fait un travail de visibilité et de promotion de son Centre. Néanmoins, il y a encore des structures gérant des foyers et surtout le personnel des structures respectives qui n'ont pas pris connaissance du CIGALE et n'ont donc pas recours à nos services, même pas pour demander des petits conseils ou des brochures.
- Dans certains cours de langue, en apprenant les bases, souvent il est demandé de partager des informations concernant la vie privée : famille, mariage, enfants, etc. Que faire si on ne veut pas faire de coming-out ?

Reconnaissance, visibilité & communication

Le nombre des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, trans' et queer qui ont demandé la protection internationale au Luxembourg et qui ont pris contact avec CIGALE s'élève à 44. Pourtant, nous savons que le nombre de personnes DPI appartenant aux minorités sexuelles et de genre est plus élevé. L'invisibilité de ces personnes peut être liée à plusieurs facteurs :

- Certaines personnes ne connaissent pas l'existence du CIGALE et n'ont donc pas de lieu où socialiser avec des pairs.
- D'autres n'ont pas fait de coming-out interne (réaliser et l'accepter pour soi-même), ni de coming-out externe (le communiquer à l'entourage) et ne s'identifient donc pas avec l'homosexualité ou la transidentité.
- Certaines personnes font un rejet de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre à cause du stigma de leur croyance/religion et/ou culture/communauté d'origine.
- Certaines personnes ne ressentent pas le besoin de socialiser dans un milieu LGBTIQ, d'autres ne viennent pas au CIGALE, mais sont en contact avec la scène festive gay du Luxembourg.
- Pas tout le monde ne se reconnaît comme LGBTIQ, car les codes sexuels, vestimentaires et de genre diffèrent d'un pays à un autre.

Notre vision « occidentale » de l'homosexualité et de la transidentité limite notre cadre de référence à une vision assez homogène de la communauté LGBTIQ. Le spectre des sexualités, des identités de genre et de vécu personnel sont très diversifiées. Le sigle LGBTIQ, ainsi que le drapeau arc-en-ciel ne peuvent en aucun cas être pris comme moyen de mesurer la validité de la demande d'une personne. L'article « **Reconceptualising and contextualising sexual rights in the MENA region: beyond LGBTIQ categories** »⁶ qui se base sur une recherche menée dans les régions Moyen-Orient et Afrique du Nord montre l'utilité d'aller au-delà du sigle LGBTIQ :

In recent years, LGBTIQ rights have become central to debates around international development, human rights, refugee protection, and diversity. Yet **research and experience in the Middle East and North Africa (MENA) reveals significant problems with LGBTIQ as a way of identifying individuals who do not conform to heterosexual and binary gender norms**, in order to support their rights. In this article, we draw on experience of working to advance gender and sexual rights to illustrate the shortcomings of LGBTIQ identity categories, and use findings from the Centre for Transnational Development and Collaboration's (CTDC) four-year programme of research into LGBTIQ rights in the MENA region to support our argument further. This research identified major problems in policies and debates on the rights of individuals whose sexual orientation and/or gender identity differs from the norm. In response to this, CTDC has developed a tool to address rights in programme development and advocacy, **using a new approach, Sexual Practice and Gender Performance (SPGP)**, for work in the MENA region.

N.B. : le CIGALE a souligné en jaune les parties importantes pour son constat.

Des solutions adaptées & adaptables

Les actions CIGALE

Depuis 2016 CIGALE travaille de manière plus approfondie sur la thématique des personnes homosexuelles, bisexuelles, trans' et queer qui demandent la protection internationale au Luxembourg. Diverses initiatives et actions ont ainsi vu le jour afin de soutenir et sensibiliser les DPI et les personnes qui travaillent avec les DPI et BPI :

- ✓ Réponse à l'appel à projet de l'Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte « Mateneen » et création de la **formation « L'arc-en-ciel dans les structures d'accueil pour DPI : soutenir les minorités sexuelles et de genre demandant l'asile au Luxembourg »**. **En 2017, 31 personnes du domaine socio-psycho-éducatif ont été formées**. Cette formation sera relancée en 2019.
- ✓ Conception et distribution d'une page A4 « **queer refugees welcome** » avec fond arc-en-ciel, rédigée en quatre langues (FR, DE, EN, AR) et contenant les informations de base sur le CIGALE. Ce visuel a été envoyé aux foyers hébergeant des DPI et aux sièges de chaque ONG gérant des DPI et étant en contact avec ces personnes tous les jours. **Certains DPI ont eu connaissance du CIGALE grâce au fait que le personnel de certains foyers a exposé cette affiche dans ses locaux**.
- ✓ **Intégration des DPI fréquentant régulièrement le CIGALE aux activités**, de façon gratuite et souvent par invitation personnelle. Afin d'augmenter la participation, le gestionnaire Rosa Lëtzebuerg prend en charge les frais liés à certaines activités payantes (soirées cinéma,

⁶ <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13552074.2018.1429101>

boissons, snacks, etc.) ou nous collectons des dons (en nature ou monétaires) auprès des membres de l'association. En 2016 CIGALE a organisé trois **rencontres conviviales « Queer Get-Together »** afin de rapprocher les membres de la communauté LGBTIQ et les DPI/BPI.

- ✓ **Groupe de rencontre « queer refugees » tous les jeudis de 16h-18h.** Cette tranche horaire a attiré un petit groupe entre 2016 et 2017. Depuis, CIGALE accueille des DPI individuellement, qui préfèrent venir lors des heures d'ouverture standard ou qui préfèrent prendre rdv. Certaines personnes ne veulent pas venir pendant la tranche horaire réservée aux « queer refugees », car elles ne veulent pas être vues au CIGALE par d'autres DPI.
- ✓ Organisation d'une **rencontre professionnelle avec Jouanna Hassoun**, coordinatrice du projet MILES (Zentrum für Migranten, Lesben und Schwule) de Berlin, le 18 juin 2016. D'autres rencontres avec des expert-e-s de l'étranger sont prévues sur les thèmes qui touchent aux religions/croyances, à la couleur de peau et aux origines ethniques/culturelles.
- ✓ Participation du CIGALE à des **conférences et/ou formations continues** sur les thèmes « Reconnaître les victimes de violence sexuelle et de violence liée au genre – focus demandeurs d'asile » (FEDASIL), « Homosexualité, culture et islam : quelles réalités pour les migrants ? » (CRILUX), « Développer des compétences interculturelles » (Alter&Ego), « La loi sur l'immigration » (ASTI).
- ✓ **Réseautage pour fédérer les compétences et capacités de chaque ONG** en
 - participant aux réunions du **Ronnen Desch** afin de promouvoir le travail du CIGALE en lien avec les personnes DPI et s'échanger sur les nouveautés en termes de projets et de politiques d'immigration et d'asile.
 - collaborant depuis 2015 avec **Amnesty International Luxembourg** sur la thématique des personnes fuyant leur pays et sur le respect des droits humains pour la journée IDAHOT (journée mondiale contre l'homo- et la transphobie) et en proposant en 2018 la formation « Les droits humains au service de la diversité ».
 - invitant **Open Home** au GayMat afin d'informer la communauté LGBTIQ sur l'accueil et le partage de logement avec une personne DPI.
- ✓ **Conception d'un guide bilingue FR/DE** à partir des bonnes pratiques recueillies lors de la formation Arc-en-ciel, contenant des exemples, des bonnes pratiques et des références pour chaque personne travaillant avec des DPI et pouvant être en contact avec des DPI LGBTIQ.

Les questions qui fâchent (?)

Certains problèmes ont vu le jour, pouvant rendre la vie des personnes homosexuelles, bisexuelles, trans' et queer qui demandent la protection internationale au Luxembourg difficile. Pour certaines personnes, la situation est devenue insupportable. D'un côté CIGALE est conscient que les autorités publiques, ainsi que la société civile peuvent être dépassées par la multiplicité des demandes, de l'autre côté, il est de notre devoir de soutenir, d'accueillir et d'essayer d'offrir le meilleur cadre de vie aux DPI qui viennent au CIGALE.

La question du bien-être physique et mental est une question qui revient sans cesse dans notre travail, vu que nous observons des cas de personnes exposées à une grande vulnérabilité du fait de leur statut de demandeur·e d'asile auquel s'ajoute la dimension d'une sexualité et/ou d'une identité et/ou expression de genre minoritaire qui rajoute une couche de vulnérabilité à la personne⁷.

Diverses études présentées au groupe de travail « Santé » du Ronnen Desch par le médecin- spécialiste en psychiatrie, Dr. Hentgen, ont pu montrer la prévalence de maladies psychiques en corrélation directe avec la durée des procédures de traitement de la demande de protection internationale, ainsi qu'avec les conditions de logement chez les personnes DPI.

Nous proposons donc de réfléchir aux points suivants :

- Mener une discussion sur la **création d'un foyer ou d'une partie d'un foyer affiché ouvertement « gayfriendly »** et avec du personnel spécialisé sur la diversité sexuelle et de genre, réservé aux DPI LGBTIQ qui en font la demande ou qui ne peuvent plus vivre dans leur foyer d'hébergement parce que leur sécurité et leur intégrité physique et psychologique n'est pas garantie.
- Faire un travail de fond sur les législations en œuvre dans les pays de provenance des DPI et porter de l'intérêt à la situation sociétale concernant les vies des personnes LGBTIQ. Certains pays ont des lois implicitement homophobes (p.ex. : Russie), dans d'autres persiste l'homophobie malgré une législation progressiste en matière de droits LGBTIQ (p.ex. : Afrique du Sud) et encore d'autres ont aboli les lois homophobes, mais la violence homophobe demeure (p.ex. : Ouganda). Dans les pays déclarés « sûrs » (Maghreb, pays des Balkans hors UE), mais ayant une homophobie institutionnalisée, il est très difficile de porter plainte quand on a été victime d'homophobie, car la police, le système légal et le système médical peuvent refuser d'accepter les plaintes, de poursuivre les auteur·e·s de violence et de fournir les soins adéquats. Dans le pays où la demande d'asile est introduite, cela rend difficile la constitution du dossier de demande de protection internationale sur base de l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre, car les preuves sont effacées ou inaccessibles.
- Prendre conscience quant à la responsabilité du pays d'accueil qui renvoie une personne dans un pays qui ne lui permet pas d'exister et de s'épanouir à part entière. La majorité des personnes DPI qui sont passées au CIGALE n'ont pas quitté leur pays par caprice. Elles sont parties parce que leur pays d'origine ne pouvait plus garantir la protection des personnes appartenant aux minorités sexuelles et/ou de genre, ni garantir un recours à la loi à cause de l'homophobie institutionnalisée. Ces mêmes personnes étaient déjà « out » dans leur pays de provenance, ou ont été « suspectées » d'homosexualité ou ont été « outées » de force par une tierce personne. Un retour aggraverait leur situation et pourrait potentiellement menacer leur vie : refus d'emploi, rejet par la famille, menaces et attaques physiques pouvant aller jusqu'au viol correctif ou au meurtre, accès difficile au logement, perte du réseau social, ne plus pouvoir retourner/s'installer dans le village d'origine par peur du rejet de la communauté, etc.

⁷ « Avec les femmes et les mineurs isolés, les personnes LGBT sont les migrants les plus en souffrance » (fév 2018) : <https://www.bastamag.net/Avec-les-femmes-et-les-mineurs-isoles-les-personnes-LGBT-sont-les-migrants-les>

Précis de vocabulaire

LGBTIQ = acronyme pour désigner les personnes lesbiennes, bisexuelles, gays, transgenres, intersexes et queer. Il existe différentes écritures du sigle LGBT, LGBT+, LGBT*I*Q+, LGBTIQA pouvant encore inclure les personnes asexuelles, pansexuelles et d'autres minorités sexuelles et de genre.

Cisgenre = personne dont l'assignation de genre à la naissance correspond plutôt ou tout à fait à son identité et/ou expression de genre.

Transgenre = personne dont l'assignation de genre à la naissance ne correspond pas ou pas exclusivement à son ressenti, son identité et/ou son expression de genre.

Genderqueer (aussi : personne au genre non-binaire) = personne qui ne se reconnaît, ni dans le genre masculin-féminin, ni dans la binarité des genres, ou qui se reconnaît dans l'un ou l'autre genre de manière variable et fluctuante. Certaines personnes genderqueer ou non-binaires se reconnaissent sous le chapeau des transidentités, d'autres non.

L'identité de genre = le sentiment intime d'appartenir au genre féminin, masculin, aux deux, à aucun ou à un autre genre choisi personnellement, indépendamment des caractéristiques biologiques et de l'orientation sexuelle.

L'expression de genre = la façon dont une personne vit son genre et l'extériorise : plutôt féminin, plutôt masculin ou plutôt choisi personnellement sur base du point de confort de la personne qui l'exprime. L'expression de genre peut porter sur le choix vestimentaire, sur la façon de parler et de marcher, sur la façon d'utiliser certains accessoires connotés masculins ou féminins. L'expression de genre peut différer de l'identité de genre d'une personne.



© Juin 2018. Le présent document a été produit par le *Centre d'Information GAy et LESbien - CIGALE*. Il est né du constat qu'aborder les thématiques LGBTIQ en articulation avec l'immigration, l'intégration et la xénophobie est encore un sujet assez tabou et méconnu au Luxembourg. Donner de la visibilité aux questions spécifiques qui touchent à des groupes minorisés n'équivaut pas à isoler leurs difficultés, mais à valoriser leurs expériences pour développer des actions adaptées à leurs besoins. Le but de ce document est de donner un aperçu sur la situation des personnes LGBTIQ demandant ou bénéficiant de la protection internationale. Notre centre est conventionné par le *Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région*. Notre mandat inclut *l'accueil et l'animation, le conseil socio-familial et la formation socio-éducative*. Nous mettons à disposition les ressources de notre bibliothèque et conseillons dans la conception d'actions incluant les questions d'orientation sexuelle, de transidentité et de genre.